

Place au dialogue!

SOURCE DE TOUS LES MAUX pour les uns, paré de toutes les vertus pour les autres, le pastoralisme alimente les peurs, les fantasmes et les caricatures, mais aussi les espoirs. Deux déclics contradictoires ont replacé les enjeux pastoraux en haut de l'agenda des décideurs et des acteurs ouest-africains et internationaux.

Le premier est lié à la crise malienne, avec une profusion d'amalgames douteux entre populations du Nord-Mali, pasteurs, rebelles et terroristes. Les pasteurs seraient ainsi les sources et les victimes de l'insécurité. Le second est lié au travail de plaidoyer des organisations de pasteurs et d'éleveurs, sur les multiples atouts de la mobilité et de la multifonctionnalité pastorales, et sur le rôle stratégique de ce système d'élevage dans la valorisation et la sécurisation des vastes territoires arides et peu peuplés du Sahara et du Sahel. Ce plaidoyer a permis une véritable réhabilitation des pasteurs, encore traumatisés par les grandes sécheresses des décennies 1970 puis 1980 et qui avaient vu se disloquer le trépied sur lequel repose leur mode de vie : l'homme, l'animal et les ressources naturelles.

Dans les pays sahéliens, il y a aujourd'hui une plus nette reconnaissance des systèmes pastoraux et de la nécessité de les sécuriser dans l'intérêt général. Cette sécurisation passe encore largement par la transhumance, à l'intérieur du Sahel et vers les zones plus arrosées du Sud des pays sahéliens. Elle permet de pallier l'extrême variabilité de la production fourragère et des possibilités d'abreuvement dans les zones sèches. La pression et l'insécurité foncière sont croissantes dans ces espaces agropastoraux. Une partie du bétail franchit les frontières des pays côtiers, en saison sèche et particulièrement les années de crise fourragère, y compris pour améliorer la valorisation du bétail commercialisé sur ces marchés déficitaires. Mais à l'inverse, des troupeaux des agro-éleveurs sahéliens et côtiers rejoignent les vastes zones pastorales des confins du Sahel pour libérer les champs pendant l'hivernage.

Plusieurs pays d'accueil tournent le dos aux politiques d'accueil pastoral développées dans les années 1980-90. Ils voient désormais dans ce système mobile un archaïsme, un non sens économique et la source des conflits. C'est là que le bât blesse! Tournant le dos aux réglementations régionales, ils veulent réduire fortement, voire interdire la circulation transfrontalière des animaux!

Qu'est-ce qui se joue en réalité, entre une vision centrée

sur le « devoir historique » des pays côtiers d'accueillir les transhumants, portée par les défenseurs du pastoralisme, et une vision des pays côtiers orientée vers la recherche de l'autosuffisance nationale en protéines?

En 2015, Inter-réseaux (IR) tirait quelques leçons des profondes mutations des systèmes d'élevage depuis les grandes sécheresses des années 1970. Rappelant son importance économique, sociale et environnementale et son rôle majeur dans l'intégration régionale, il proposait de considérer le pastoralisme et l'agropastoralisme comme un bien commun régional et pas seulement sahélien. S'appuyant sur les perspectives des marchés des protéines animales, IR appelait l'ensemble des acteurs à construire un dialogue prospectif exigeant pour dépasser ce clivage entre le Sahel et les pays côtiers. Il se fondait sur un diagnostic simple : l'élevage des ruminants repose sur un véritable système de production et d'échanges intégré à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en raison des multiples interdépendances tant au niveau de la gestion des ressources naturelles que des marchés¹.

Bâtir ce dialogue impose de regarder les réalités en face. Face aux changements climatiques et pour réduire leur vulnérabilité, les pasteurs sont devenus en majorité des agropasteurs. Les agriculteurs sont aussi devenus des agro-éleveurs pour diversifier et améliorer leurs systèmes de production. Les complémentarités entre eux ont fait place à de nouvelles concurrences sur les ressources et remis en question les accords sociaux historiques.

De nombreux « projets pastoralisme » voient le jour pour « développer le Sahel et lutter contre l'insécurité ». Mais face à la rapidité des nouvelles mutations qui se profilent, peu d'entre eux reposent sur une réelle vision commune entre États et acteurs sahéliens et côtiers du devenir des différents systèmes d'élevage, alors que la demande en protéines animales devrait doubler dans les dix prochaines années, creusant un déficit régional déjà coûteux en devises. Sans une construction patiente de cette vision partagée, nécessairement complexe en raison de ses multiples dimensions, il y a peu d'espoir de voir ces projets esquisser les bases d'une complémentarité renouvelée et d'une gestion pacifique de modes d'élevage extensifs et intensifs durables.

Ce numéro de *Grain de Sel*, en confrontant de multiples points de vue et connaissances, s'inscrit dans cette construction.

L'équipe éditoriale

1. Inter-réseaux, Bureau Issala, décembre 2015. Vers une prospective régionale sur le pastoralisme en Afrique de l'Ouest : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/note_prospective_elevage_inter-reseaux_2015.pdf

Ce numéro est issu d'un travail collectif qui a mobilisé activement plusieurs membres d'Inter-réseaux ou partenaires proches pendant plusieurs mois. Nous tenons à remercier en particulier Roger Blein (Bureau Issala), Christian Corniaux (Cirad), Patrick Delmas (Reca Niger), François Doligez (Iram), Marie Edan (AFD), Catherine Le Côte (SNV), Anne Lheriau Cosman (Fert), Gifty Narh Guiella (Corade), Henk Nugteren, Carmen Torres (ECDPM), Gilles Vias (VSF Belgique) et Hélène Vidon (AFD) pour leur implication aux côtés de l'équipe technique d'IR tout au long de la réalisation de ce numéro.